RÈGLEMENT (CEE) N° 617/72 DE LA COMMISSION

du 27 mars 1972

déterminant l'incidence du droit de douane applicable aux importations de certaines olives

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 136/66/CEE du Conseil, du 22 septembre 1966, portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2727/71 ⁽²⁾,

vu le règlement n° 162/66/CEE du Conseil, du 27 octobre 1966, relatif aux échanges de matières grasses entre la Communauté et la Grèce ⁽³⁾,

vu le règlement (CEE) n° 443/72 du Conseil, du 29 février 1972, relatif aux prélèvements applicables à l'huile d'olive ayant subi un processus de raffinage ainsi qu'à certains produits contenant de l'huile d'olive ⁽⁴⁾, et notamment son article 8,

considérant que, pour les olives reprises aux sous-positions 07.01 N II et 07.03 A II, le prélèvement à l'importation en provenance des pays tiers et à l'importation des produits qui ne sont pas entièrement obtenus en Grèce, ou qui ne sont pas transportés directement de ce pays dans la Communauté, est calculé à partir du prélèvement applicable aux huiles d'olive n'ayant pas subi un processus de raffinage ; que ce prélèvement est diminué du montant résultant de l'application à la valeur du produit importé du droit de douane ;

considérant que, en vertu de l'article 5 du règlement (CEE) n° 443/72, ce montant est fixé forfaitairement sur la base de la valeur de ces produits sur le marché mondial ou, à défaut de cotation, de la valeur de

l'huile d'olive sur le marché mondial en tenant compte, dans le dernier cas, des frais de transformation des olives en huile ;

considérant que, en l'absence de cotation, il convient de fixer ledit montant sur la base de la valeur de l'huile d'olive sur le marché mondial en tenant compte des frais de transformation ; que, conformément à l'article 5 paragraphe 1 deuxième alinéa du règlement n° 162/66/CEE, il est toutefois nécessaire d'appliquer un montant égal à zéro dans le calcul du prélèvement applicable à l'importation, directement de ce pays dans la Communauté, des produits qui ne sont pas entièrement obtenus en Grèce ou qui ne sont pas transportés directement de ce pays dans la Communauté, ces importations n'étant pas soumises à la perception d'un droit de douane ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du Comité de gestion des matières grasses,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Pour les olives visées à l'article 15 paragraphe 1 du règlement n° 136/66/CEE, le montant dont est diminué le prélèvement est fixé à :

- a) 0,000 unité de compte par 100 kilogrammes pour les importations d'olives qui ne sont pas entièrement obtenues en Grèce, ou qui ne sont pas transportées directement de ce pays dans la Communauté,
- b) 0,700 unité de compte par 100 kilogrammes pour les autres importations d'olives relevant de la sous-
position 07.01 N II du tarif douanier commun,
- c) 0,800 unité de compte par 100 kilogrammes pour les autres importations d'olives relevant de la sous-
position 07.03 A II du tarif douanier commun.

⁽¹⁾ JO n° 172 du 30. 9. 1966, p. 3025/66.

⁽²⁾ JO n° L 282 du 23. 12. 1971, p. 8.

⁽³⁾ JO n° 197 du 29. 10. 1966, p. 3393/66.

⁽⁴⁾ JO n° L 54 du 3. 3. 1972, p. 3.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} avril 1972.

Le règlement n° 175/66/CEE de la Commission, du 7 novembre 1966, déterminant l'incidence du droit de douane applicable aux importations de certaines olives ⁽¹⁾, est abrogé.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 mars 1972.

Par la Commission
Le président
S. L. MANSHOLT

⁽¹⁾ JO n° 202 du 7. 11. 1966, p. 3487/66.